LE CESSEZ-LE-FEU ACCUEILLI AVEC MÉFIANCE EN LIBYE

Kadhafi en mauvaise posture

Les combats se poursuivaient, hier soir, entre l'opposition et les forces de Kadhafi, à Misrata, Zenten, Nalout et Ajdabiya, et ce, malgré l'annonce par le gouvernement libyen du cessez-le-feu, en application de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Ainsi, une coalition peinait-elle à se mettre en place pour éventuellement diriger une frappe militaire contre les forces armées libyennes, en course contre la montre pour récupérer ce qui reste aux mains des insurgés, la Cyrénaïque et sa capitale Benghazi.

Photo : DR

L'opposition en Libye n'a, en tout cas, pas tardé à exprimer sa méfiance à l'égard de l'annonce de cessez-le-feu faite par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Kadhafi, la qualifiant même de «coup de bluff».

«Le monde entier sait que Mouammar Kadhafi est un menteur. Lui, ses fils et sa famille, et tous ceux qui sont avec lui sont des menteurs», a avancé le commandant des rebelles libyens, Khalifa Heftir.

La France et le Royaume-Uni, ayant pesé de tout leur poids pour l'obtention du droit de recours à la force en Libye ont abondé dans le même sens.

«Nous le jugeons à ses actes et non à ses paroles», a répliqué le Premier Ministre britannique interrogé par la BBC. Le ministre français des Affaires étrangères lui, a estimé : «La France doit rester prudente, la menace sur le terrain n'ayant, pour Paris, pas changé.»

Le régime de Kadhafi ne recule cependant pas : si le vice-ministre des Affaires étrangères libyen, Khaled Kaïm, a estimé que la résolution de l'ONU traduit une attitude agressive de la communauté internationale, qui menace l'unité de la Libye et sa stabilité et constitue un appel aux Libyens à s'entretuer», le fils de Kadhafi, Sif El Islam, a plutôt déclaré que «la Libye n'as pas peur».

Par ailleurs, les membres de l'Otan, les Européens surtout, restent divisés quant à l'exécution de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée jeudi dernier, autorisant le recours à la force contre le régime de Kadhafi. Si la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Espagne, le Canada, la Norvège, l'Italie et la Pologne sont à la faveur d'une frappe militaire et se disent prêts à participer à une force internationale, l'Allemagne, la Turquie, la Hongrie et la Bulgarie restent en revanche hostiles à une telle optique, même s'ils respectent la résolution et ont même appelé au cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture du dialogue entre les deux clans, deux dispositions contenues également dans la résolution. D'autres puissances, la Chine et l'Inde en l'occurrence, ont exprimé clairement leurs réserves quant à une éventuelle action militaire en Libye. Pékin a émis de «sérieuses réserves», alors que New Delhi ne veut «aucune ingérence extérieure en Afrique du Nord».

Un sommet est annoncé pour aujourd'hui à Paris réunissant l'Union européenne, l'Union africaine et la Ligue arabe en présence du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour justement «examiner la situation en Libye et la manière d'y faire face à la lumière de la dernière résolution du Conseil de sécurité».

Les déclarations des gouvernements favorables à une frappe contre Kadhafi n'indiquent rien d'assez concret et se sont résumées à des : «Nous étudions les détails d'une telle option (Etats-Unis) ; l'Etat-major de l'armée s'est réuni pour évaluer notre participation (Italie) ; la communauté internationale ne se laissera pas tromper par les paroles de Kadhafi (Espagne)…»

L. H.

LIBYE, L'ALIBI

Fantasmes occidentaux et scénarios du pire

Kadhafi parviendra-t-il à sauver son régime et garder le pouvoir après avoir maté la rébellion ? Le dos au mur, quelle sera sa réaction ?

Par Brahim Taouchichet

Alors que l'espoir mêlé au scepticisme entourait les «révolutions» tunisienne et égyptienne, un réel sentiment de malaise prévaut face à une autre «révolution», en Libye celle-là. Tout comme dans les deux premiers cas, un extraordinaire déluge médiatique s'abattit sur la cible, Kadhafi et son régime en l'occurrence. Le tsunami formé par la colère et les frustrations populaires longtemps refoulées devait tout naturellement emporter ce «fou» de Tripoli qui avait pourtant réussi le tour de force de se refaire une virginité en brisant, en 2004, un embargo de plusieurs années auprès de ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, l'envoient à l'enfer de la vindicte populaire sans autre forme de procès. A l'image du Britannique Tony Blair. La plupart des chefs de gouvernement d'Europe occidentale et même des Etats-Unis se rendront sous la tente du plus grand sponsor du terrorisme international ! Oubliés le financement de l'IRA, l'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am (affaire Lockerbie - 1,5 million de dollars par victime versés à leurs familles), le DC 10 d'UTA survolant le Ténéré, au Niger, les 8 infirmières bulgares et le médecin palestinien. Pour ces derniers, il fait une fleur à «l'ami» Sarkozy (après l'ami Tony Blair) puisque c'est Cécilia, l'épouse du président français, qui les accompagnera à Sofia (Bulgarie) à bord d'un avion officiel de la République française. Dans cette dynamique nouvelle de personne désormais «fréquentable», Kadhafi apportera d'autres gages de sa volonté d'homme sage.

Pas si fou que ça !

Malgré les grincements de dents dans les coulisses des opposants à l'égard de cette nouvelle politique vis-à-vis du colonel, c'est l'embellie dans le ciel des relations Libye-Europe. Kadhafi sera reçu en grande pompe dans les principales capitales occidentales où il plantera sa tente, accompagné de ses fameuses amazones dans ses tenues excentriques. Décidément, il y a un Kadhafi d'avant et un autre clean, lavé de tout soupçon. Et pour cause, un climat d'affaires juteuses supplantera celui de la guerre… des nerfs ! Anglais et Français, notamment, profitent sans gêne des très bonnes dispositions du leader libyen secondé par son fils Seif El Islam. La France vend pour 402 millions de dollars des missiles antichar Milan des systèmes de communication militaires. Quant à lui, le Premier ministre de Sa Majesté, Tony Blair, va glaner pour la compagnie pétrolière britannique Shell, un contrat sur des «droits d'exploration gazière au large des côtes libyennes, transaction de 200 millions de dollars et pourrait par la suite atteindre le milliard — la Libye, c'est 30% des réserves d'hydrocarbures mondiales, 1,5 million de barils de pétrole par jour ! Mais ce n'est pas tout. Le chef de la Jamahiriya va se déshabiller encore davantage pour donner le change à ses pairs européens, faire de plus en plus bonne figure. Il s'engage à ne plus soutenir les mouvements islamistes et autres groupes terroristes de par le monde et à détruire les armes de destruction massive. Auparavant, dans la foulée de l'invasion de l'Irak, il annonce, le 19 décembre 2003, le démantèlement, sous contrôle international, de tous les programmes secrets d'armement (chimique, biologique et nucléaire), ouvre ses installations aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et signe le protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire. De quoi couler des jours heureux avec sa dulcinée, la sulfureuse infirmière ukrainienne. Pas pour longtemps, car il devra déchanter. Les états-majors occidentaux travaillent à sa perte sans qu'il ne puisse imaginer quand et comment leurs plans seront mis en application. Alerté par les événements de Tunisie, la fuite honteuse de Ben Ali, il choisit justement la chaîne de TV Nessma pour un entretien où il affirmera qu'il ne se sent pas concerné par ce vent de révolte parce que n'ayant pas de poste présidentiel à laisser ! Une ruse qu'il renouvelle au moment fort de sa contestation. Si le front italien ne pose pas problème grâce aux relations traditionnelles italo-libyennes, le coup de poignard viendra de son ami Nicolas Sarkozy suivi de l'english James Cameron, un conservateur aux dents longues. Ce n'est sûrement pas à un vieux singe que l'on apprendra à faire les grimaces. Sans doute ! Qui mieux que Kadhafi sait se faire fort dans le revirement politique ? Vis-à-vis des Palestiniens ou des Sahraouis, rien dans ses positions n'est digne d'un révolutionnaire. A feu Yasser Arafat, Kadhafi n'était pas en odeur de sainteté. Vis-à-vis du Polisario, sa dernière sortie en date était de les appeler à adopter le plan d'autonomie marocain après avoir poussé l'Algérie à reconnaître la République sahraouie pour se rebiffer par la suite, en contradiction avec ses engagements premiers, c'est-à-dire être le premier Etat à reconnaître officiellement la RASD ! Puis vint ce jour du 19 février où le feu prit dans sa maison au départ de Benghazi, deuxième grande ville de la Jamahiriya. On imagine assez le choc chez le leader libyen à tel enseigne qu'il perdit l'usage de la parole puisque c'est son fils Seif El Islam qui prit le relais s'exprimant à la télévision dans les termes que l'on sait…

La «révolution populaire» libyenne s'impose dans toute l'ampleur de griefs portés à celui qui mit fin à la monarchie des Senoussi le 1er septembre 1969, il y a donc de cela 42 ans !

●●●